

Carrefour intensifie ses liens avec la colonisation illégale de la Palestine

6 octobre 2023



Selon plusieurs ONG et syndicats, le géant français de la distribution renforce ses partenariats avec des entreprises liées à la colonisation de la Palestine. Un an et demi après ses premiers accords conclus avec deux sociétés israéliennes impliquées dans la colonisation et malgré les mises en garde de ces ONG et syndicats détaillées dans un rapport publié en novembre 2022, le groupe Carrefour persiste à ne tenir aucun compte de ces mises en garde tout en renforçant sa complicité avec la colonisation.

D'après une [note d'actualité](#) [1] publiée vendredi 6 octobre par l'Association France Palestine Solidarité, la CGT, la fédération CGT commerce, distribution et services, la Ligue des droits de l'Homme, Al-Haq, la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine et l'Union syndicale Solidaires, le groupe Carrefour a renforcé depuis un an son implication dans la colonisation israélienne du territoire palestinien, par le biais de nouveaux accords passés avec des sociétés israéliennes fortement impliquées dans la colonisation et par une présence effective dans les colonies illégales.

Les nouveaux partenaires israéliens de Carrefour sont des acteurs de la colonisation

Le groupe Carrefour a noué un nouveau partenariat avec la banque Hapoalim, un acteur majeur de la colonisation, approuvé début mai par l'autorité de la concurrence israélienne. Hapoalim est l'une des trois banques israéliennes à figurer dans la base de données de l'ONU qui liste 97 entreprises complices de la colonisation [2]. La banque est notamment mise en cause pour « *les opérations bancaires et financières contribuant au développement, à l'expansion et à l'entretien des colonies de peuplement et de leurs activités* ».

Carrefour a en outre annoncé en mai 2023 des partenariats avec six start-ups israéliennes de la high-tech [3], dont la société Juganu. Cette entreprise a remporté deux appels d'offres pour des travaux dans les colonies de Beitar Illit et Har Homa.

Le logo Carrefour est en tête de gondole dans les colonies israéliennes

Parallèlement à ces nouveaux partenariats, le groupe Carrefour a confirmé son implication dans la colonisation dans le cadre de son partenariat avec Electra Consumer Products et sa filiale Yenot Bitan. Des

investigations complémentaires du centre de recherche israélien Who Profits ont montré que le partenaire de Carrefour exploite des succursales, sous ses marques Mega et Mehadrin Market, dans huit colonies. Contrairement à l'annonce faite par le secrétaire général du groupe Carrefour Laurent Vallée en mai dernier, à l'occasion de l'Assemblée générale des actionnaires : « *Aucun magasin Carrefour ne sera présent dans les territoires occupés. Il n'y a pas de complicité. Nous veillerons à prévenir tout risque* », les produits de la marque Carrefour sont déjà présents dans tous les magasins Yenot Bitan implantés dans les colonies, comme l'ont confirmé des observations réalisées sur place.

Ces éléments s'ajoutent au fait que l'accord de franchise qui a permis à Carrefour de s'implanter en Israël a été passé avec Electra Consumer Products, une société israélienne très impliquée dans la colonisation. Comme cela était documenté dans le rapport Les liaisons dangereuses de Carrefour avec la colonisation israélienne [4], Electra Consumer Products a des activités dans les colonies. D'autres sociétés appartenant à Elco, la société mère d'Electra Consumer Products, sont également très impliquées dans la colonisation. C'est notamment le cas de la société Electra, qui figure dans la liste de l'ONU des entreprises impliquées dans la colonisation israélienne.

Ces nouveaux partenariats et ces implantations mettent en lumière la contradiction entre les discours de Carrefour, qui se veulent rassurants, et la complicité avérée du groupe avec la colonisation, qui constitue un crime de guerre au regard du droit international. L'Association France Palestine Solidarité, la CGT, la fédération CGT commerce, distribution et services, la Ligue des droits de l'Homme, Al-Haq, la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine et l'Union syndicale Solidaires renouvellent leur exigence que le groupe Carrefour se conforme aux normes internationales en cessant toute activité et tout partenariat en lien avec la colonisation israélienne.

Pour exprimer fortement cette exigence, les signataires organisent, du 7 au 14 octobre, une semaine nationale d'actions contre les violations du droit international et du droit français par Carrefour.

Contacts presse :

- Association France Palestine Solidarité - 07 68 29 02 17, presse@france-palestine.org
- Ligue des droits de l'Homme - Virginie Péron, service communication 01 56 55 51 07/08/15, presse@ldh-france.org
- Plateforme des ONG françaises pour la Palestine - Pierre Motin, responsable plaidoyer, p.motin@plateforme-palestine.org

Notes aux rédactions :

- [1] La note d'actualité peut être consultée en suivant [ce lien](#)
- [2] [Mise à jour de la base de données de l'ONU des entreprises liées à la colonisation du territoire palestinien occupé](#)
- [3] [Carrefour noue un partenariat avec six start-ups israéliennes](#)
- [4] [Rapport Les liaisons dangereuses du groupe Carrefour avec la colonisation israélienne](#)

• Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [Espace presse](#) > [Communiqués](#) >

• Adresse de cet article :

<https://plateforme-palestine.org/Carrefour-intensifie-ses-liens-avec-la-colonisation-illegale-de-la-Palestine>